

ENTREPRISES

Comarit-Comanav

Le port de Sète renonce à ses créances

- Il cède sa part aux marins des trois bateaux saisis

- L'objectif est de laisser la place aux ferrys de GNV

- Pas de sauvetage prévu pour la Comarit, 1.500 emplois en jeu

COUPE de maître pour le port de Sète. Il vient de renoncer à ses créances en faveur des marins dans l'affaire des trois bateaux de la Comanav-Comarit, immobilisés depuis plus de quatre mois dans le port de cette ville française. La décision a été prise, dans le cadre d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 14 mai dernier, à l'unanimité. Si le montant reste modeste et ne permet pas la libération et la levée de la saisie de ces bateaux, il permettra par contre de détendre l'atmosphère et



Le port de Sète a renoncé à ses créances en faveur des marins des bateaux de la Comarit qui avaient été saisis. Mais la crise est loin d'être terminée (Ph. Adam)

de rappeler à l'ordre du jour le sort de ces marins oubliés dans leur pays d'origine. Mais à Sète, on reste pragmatique. Le port de Sète a demandé aux marins en contrepartie de déplacer les trois bateaux vers un quai désaffecté afin de libérer de la place pour le futur opérateur de la ligne, l'italien GNV. Ce dernier devra entrer en service, selon plusieurs sources, dès le 25 mai sur

la ligne Tanger-Sète.

Pour Sète, cette ligne est d'une importance capitale pour le commerce de la ville. Selon des chiffres issus de l'autorité portuaire, ce sont pas moins de 200.000 voyageurs par an qui partent au Maroc via le port de Sète, un chiffre qui permet de faire tourner commerces et boutiques diverses toute l'année. Depuis l'arrêt de la ligne, les

commerces environnants du môle passagers et une bonne partie de ceux installés en ville ont durement ressenti la chute du nombre de clients, une situation que les responsables du port veulent assainir. Entre-temps, au Maroc, l'affaire reste au point mort. Les rumeurs quant à une éventuelle faillite de l'entreprise se font entendre depuis quelques jours, surtout depuis l'échec de plusieurs plans de sauvetage présentés.

Pour les employés de l'entreprise à Tanger, l'attentisme de l'Etat marocain et des autorités compétentes reste un mystère. Si dans les autres pays européens des aides étatiques sont octroyées aux entreprises privées, le recours à une telle mesure n'est pas à l'ordre du jour pour le gouvernement Benkirane. Ce sont pourtant 1.500 emplois directs qui sont en jeu. La France va bientôt octroyer une aide via le Fonds stratégique d'investissement à l'armateur français CMA CGM d'un montant total de 50 millions d'euros, un exemple qu'il serait aisé et possible de suivre au Maroc. □